



# Apporter une aide vitale

*À Tal Refaat, dans la campagne d'Alep, des déplacés internes syriens viennent chercher des articles de secours essentiels distribués par les équipes du HCR travaillant sur le terrain avec des partenaires locaux.*

Au cours de l'année 2018, le HCR et ses partenaires ont répondu aux besoins de quelque 30 millions de personnes déplacées dans le monde du fait de situations d'urgence multiples et simultanées. Cinq nouvelles urgences ont été déclarées pour les situations en Amérique centrale et au Mexique, au Cameroun, en République démocratique du Congo (RDC), en République bolivarienne du Venezuela et au Tchad. Le HCR a réagi rapidement et déployé des ressources supplémentaires pour offrir protection et assistance aux personnes relevant de sa

compétence dans ces nouvelles crises, tout en maintenant son engagement dans les situations d'urgence déjà en cours au Bangladesh, en Libye, au Nigéria, en République arabe syrienne (Syrie) et au Yémen.

Conformément à la Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence publiée en 2017 (Politique sur les urgences), le HCR a déployé plus de 400 collaborateurs pour diriger, coordonner et appuyer ces interventions d'urgence.

Au total, quelque 48 opérations en faveur de réfugiés et de déplacés internes ont bénéficié de déploiements d'urgence en 2018 : la plupart des déploiements ont eu lieu au Bangladesh, au Brésil, en Éthiopie, au Nigeria, en Ouganda, au Pérou et en RDC.

Ce chapitre décrit la réponse du HCR aux situations d'urgence en 2018 et la coordination menée pour assurer des interventions vitales de qualité, complètes, rapides et fondées

sur des principes. Il souligne les progrès accomplis et les défis auxquels l'organisation a été confrontée pour répondre aux besoins des réfugiés et des déplacés internes, ainsi que des communautés d'accueil, en termes d'aide humanitaire et de protection, tout en gardant à l'esprit l'objectif à long terme qui consiste à rechercher des solutions dès le début des crises.

La liste **HALEP** permet aux équipes de pays d'identifier leurs points forts et leurs lacunes dans les domaines clés de la préparation aux situations d'urgence.



## PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

### Se préparer aux situations d'urgence

Tout au long de l'année 2018, le HCR a utilisé HALEP, la liste d'alerte pour la préparation aux situations d'urgence, et l'outil de diagnostic associé, pour capter et fournir un aperçu du niveau de préparation des opérations-pays et de leurs capacités à répondre à des déplacements de population potentiels, ainsi que pour placer l'appui du Siège à la préparation d'urgence au rang de priorité. En 2018, le taux de conformité à HALEP a augmenté de 30% par rapport à l'année précédente : 91% des opérations inscrites sur la liste HALEP respectaient les instructions nécessaires aux rapports d'évaluation et avaient effectué leur diagnostic.

En 2018, deux niveaux d'urgence 1, dits de « préparation proactive », ont été activés en République bolivarienne du Venezuela et en Zambie, afin de veiller à ce que les opérations prennent des mesures de préparation proactives en accord avec la Politique du HCR sur les urgences. Ces déclarations ont donné lieu à l'organisation de « missions de préparation », à la mise à disposition d'un personnel spécialisé et au déblocage de ressources financières supplémentaires pour les deux opérations. Des missions additionnelles de « préparation » et de « planification de mesures d'urgence » ont été envoyées dans les pays qui avaient besoin d'un soutien supplémentaire, comme

le Burundi, le Rwanda et la République-Unie de Tanzanie.

Afin de soutenir les efforts initiés par les États en vue de planifier et de mettre en œuvre une approche de partenariats multiples dès le stade de l'alerte précoce et de la préparation, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR a commencé à réviser ses orientations sur la préparation, de manière à y intégrer les partenariats avec les acteurs du développement et les autres approches non traditionnelles. Dans le cadre de sa participation au Groupe de référence du Comité permanent interorganisations (IASC) sur le risque, l'alerte précoce et la préparation, le HCR a contribué à une analyse sur l'alerte précoce, l'action rapide et la préparation, et participé aux séances d'analyse prospective du Groupe des directeurs des programmes d'urgence afin d'identifier des mesures précoces pour faire face aux risques très élevés.

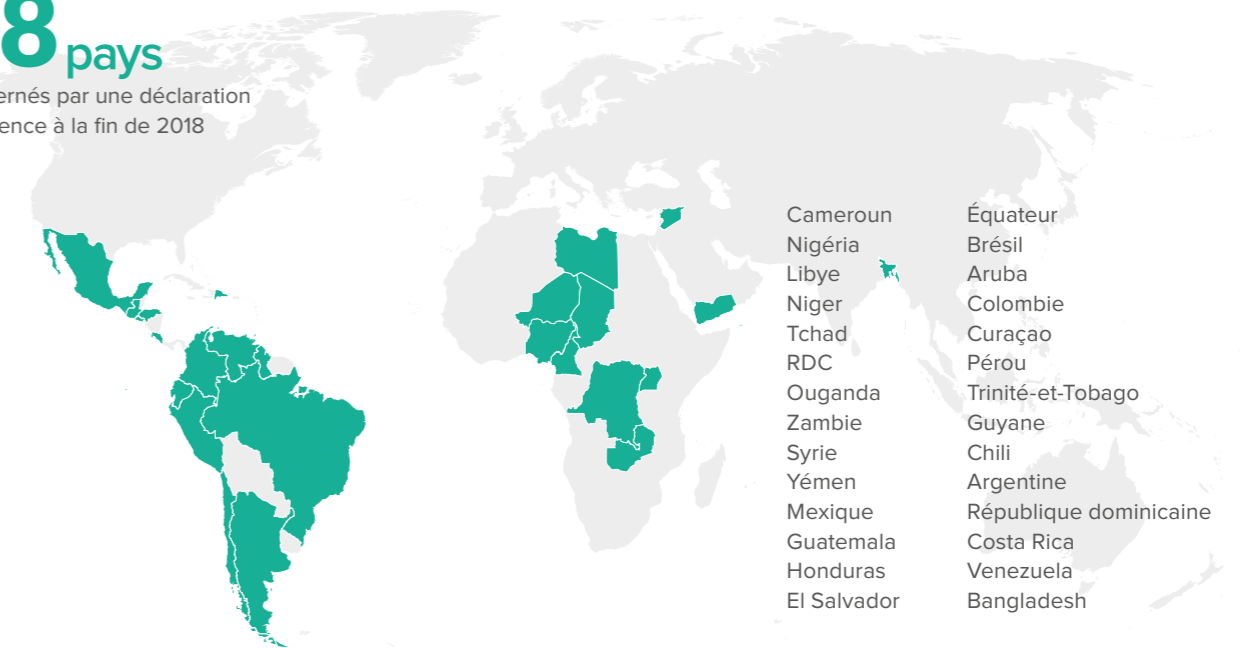
Le HCR a conçu et mené 18 ateliers sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence afin de former son personnel, ainsi que les responsables gouvernementaux et d'autres partenaires opérationnels. En 2018, le manuel des situations d'urgence a été révisé : 47 entrées nouvelles ou modifiées ont été ajoutées afin d'intégrer les nouveaux développements concernant la

Au cours de la seule année 2018, le manuel des situations d'urgence a été consulté en ligne par plus de **143 600** utilisateurs – soit plus de la moitié du nombre total d'utilisateurs recensés depuis le lancement du manuel en 2015.



**28** pays

concernés par une déclaration d'urgence à la fin de 2018



Une valeur supérieure à **34 Millions** de dollars d'articles de secours essentiels envoyés depuis les stocks mondiaux

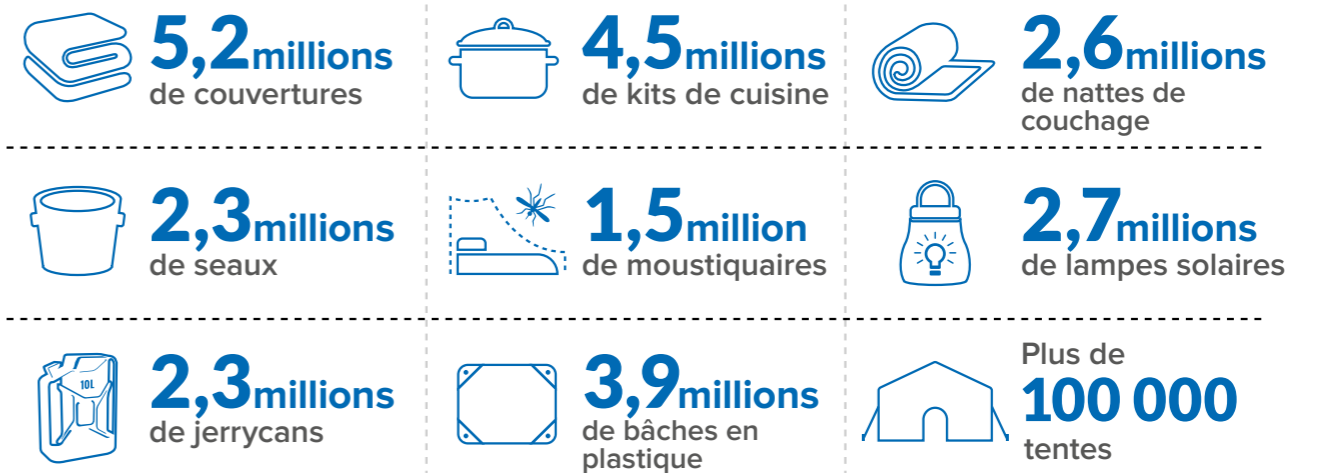
**5,2 Millions** de personnes ont reçu des CRIs

**285** Personnels d'urgence déployés

**135** Déploiements d'urgence effectués par des partenaires de réserve\*

Plus de **1 130** Personnels et partenaires formés à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence

### Types de CRIs distribués en 2018



\* Il y a 18 partenaires de réserve. Les principaux contributeurs incluent : CANADEM, le Conseil danois pour les réfugiés, Dutch Surge Support Water, IMMAP, Irish Aid, le Conseil norvégien pour les réfugiés, RedR Australia, Swedish Civil Contingencies Agency et la Direction du développement et de la coopération (Suisse).

politique générale et les opérations. Fin 2018, trois versions supplémentaires du manuel — en arabe, en espagnol et en français — étaient venues s'ajouter à la version anglaise.

### Répondre aux situations d'urgences

Des articles de secours essentiels d'une valeur supérieure à 34 millions de dollars ont été envoyés depuis les stocks mondiaux dans quelque 39 pays touchés par des situations d'urgence en 2018. 19 ponts aériens ont ainsi été organisés pour transporter des articles de secours essentiels et des matériaux pour abris, apportant aux réfugiés et aux déplacés internes une aide indispensable dans des pays comme l'Éthiopie, l'Indonésie et l'Ouganda. Ces sept stocks mondiaux – gérés par le HCR à Accra, Amman, Copenhague, Douala, Dubaï, Kampala et Nairobi – ont permis à l'organisation et à ses partenaires de maintenir leurs capacités d'intervention pour répondre aux besoins de 600 000 personnes déplacées dans un délai de 72 heures et ce, même en cas de situations d'urgence simultanées.

Plus de 4 000 personnes ont aussi été transportées par pont aérien grâce à 35 rotations dans le contexte du rapatriement volontaire des réfugiés au Burundi et en République centrafricaine, ainsi que lors des évacuations de la Libye au Niger, effectuées au moyen du Mécanisme de transit d'urgence.

Globalement, le nombre de déploiements d'urgence était en hausse de 17% par rapport à 2017. Un quart environ de ces déploiements ont été gérés par des partenaires de réserve qui ont fourni des renforts en personnel spécialisé pour répondre à des besoins urgents non couverts, à la fois dans des opérations en faveur de réfugiés ou de déplacés internes. La contribution annuelle en nature des partenaires de réserve enregistrée à la fin de l'année 2018 s'élevait à 7,7 millions de dollars (contre 6,5 millions de dollars en 2017). On estime cependant que la contribution en nature globale (incluant les déploiements de moins de six mois) des partenaires de réserve devrait avoisiner les 11 millions de dollars.



### L'Ambassadrice de bonne volonté Cate Blanchett appelle à un soutien accru pour les réfugiés rohingyas

Après une récente visite au Bangladesh, Cate Blanchett appelle à un soutien international accru pour protéger les déracinés et les communautés d'accueil de la mousson.

« La mousson arrive et j'ai peur que le vent n'emporte le toit. »

— Jhura, une Rohingya réfugiée au Bangladesh avec ses deux enfants.



© HCR/Hector Perez

### Politique du HCR sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence

La politique du HCR sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence distingue trois niveaux d'urgence, avec des responsabilités et des fonctions de coordination clairement définies.

Ces niveaux peuvent être résumés comme suit :

#### Niveau d'urgence 1: préparation proactive.

Assure une préparation efficace à une éventuelle crise humanitaire, notamment par des missions de préparation ciblées et un soutien financier, matériel et technique.

#### Niveau d'urgence 2: appui et ressources supplémentaires.

Déclenche des mesures d'appui supplémentaires de la part du Siège, permettant aux opérations de répondre avec rapidité et efficacité à une forte augmentation des besoins.

#### Niveau d'urgence 3: réponse de l'ensemble du HCR.

Permet au HCR de répondre à une situation exceptionnellement grave, dans laquelle l'ampleur, le rythme d'évolution, la complexité et les répercussions de la crise dépassent les capacités de réponse existantes au niveau de l'opération-pays.

Les protocoles de l'IASC sur l'**Intensification à l'échelle du système humanitaire** ont été introduits en 2018 et ont remplacé l'activation d'urgence à l'échelle du système humanitaire (ou « réponse de niveau 3 »).

La déclaration d'intensification est publiée par le Coordonnateur des secours d'urgence pour répondre à des crises soudaines et de grande ampleur et/ou à la dégradation importante d'une situation humanitaire, déclenchées par des conflits ou des catastrophes d'origine naturelle ou humaine, qui nécessitent une mobilisation de l'ensemble du système.

Dans ces situations d'urgence, habituellement, le HCR :

- Dirige les groupes sectoriels de la protection, des abris ainsi que de la coordination et de la gestion des camps lorsque le déplacement interne est lié à un conflit ;
- Détermine ses interventions et sa direction des groupes sectoriels au cas par cas lorsque le déplacement interne est dû à une catastrophe naturelle.



### Intervenir dans des contextes sécuritaires à haut risque

La violence, les troubles civils, la criminalité et le mépris de la vie des civils ont caractérisé de nombreuses situations d'urgence en 2018, et ont parfois entravé des activités de protection et la fourniture de l'aide. Le HCR a été confronté à plus de 240 incidents de sécurité au cours de l'année, le plus souvent dus à la criminalité, à des dangers et à des troubles civils et son personnel a été exposé à de graves risques de sécurité en Afghanistan, en Libye, au Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen.

Afin d'atténuer ces risques pour la sûreté et la sécurité dans les opérations, l'organisation a maintenu une capacité de plus de

90 spécialistes internationaux et 200 spécialistes locaux de la sécurité, principalement dans des régions à haut risque. En 2018, 60 missions d'appui à la sécurité ont été entreprises, dont 47 assurées sur le terrain au titre de l'appui technique ou dans le cadre d'une réponse d'urgence. Suite à l'adoption d'une instruction administrative sur les mesures d'appui au personnel travaillant dans des lieux d'affectation à haut risque, le HCR s'est efforcé d'améliorer son soutien au personnel avant, pendant et après le déploiement dans des lieux d'affectation à haut risque, notamment par des séances d'information régulières, visant à faire en sorte que les agents soient au courant des menaces et des risques avant leur déploiement.

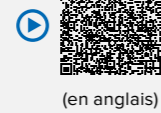


#### « Vous travaillez auprès de ceux qui n'abandonnent jamais, alors pourquoi le feriez-vous ? »

Le HCR emploie près de 12 000 personnes, dont la plupart travaillent sur le terrain.

« Les parents veulent regarder leurs enfants dans les yeux et y lire de l'espoir pour l'avenir. »

— Ayman Gharaibeh, représentant du HCR au Yémen.



(en anglais)

Propos du Chef du HCR au Yémen prononcés lors d'une visite sur le terrain à Taez, dans le district de Maqbanah, assurant que l'aide arrive là où elle est la plus requise.

### DOMAINES D'INTERVENTION

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

## PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

#### RENFORCER LA CAPACITÉ ET L'EFFICACITÉ EN MATIÈRE DE RÉPONSE D'URGENCE. EN 2018, LE HCR A :

##### Améliorer la préparation aux situations d'urgence

Répertorié au moyen de la liste HALEP 63 pays exposés à un risque moyen/élevé d'urgence, faisant partie d'une ou de plusieurs des 23 situations identifiées comme préoccupantes. Publié 29 mises à jour de HALEP pour alerter sur des nouvelles situations de déplacement, concernant des réfugiés et des déplacés internes. Dispensé à distance un appui à la planification de mesures d'urgence, en particulier pour les situations congolaise (RDC) et camerounaise. Fourni un appui ciblé à 25 responsables de la préparation aux urgences en Afrique de l'Ouest.

##### Déployer des équipes de réserve pour coordonner, préparer et répondre aux urgences

Géré 420 nouveaux déploiements d'urgence (361 en 2017, +16%), dont 285 assurés au moyen des listes et ressources internes du HCR et 135 assurés par des partenaires de réserve. Assuré des déploiements d'urgence sur le terrain équivalant à 51 687 jours de mission, contre 32 000 en 2017 (+61%). Déployé l'équipe de gestion des urgences pendant plus de 1500 jours de mission, principalement au Bangladesh, au Cameroun, au Costa Rica, en Éthiopie, au Niger, en Ouganda et au Pérou. Assuré 33 déploiements de spécialistes techniques très qualifiés grâce aux fichiers des personnels techniques.

##### Renforcer les capacités en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence, de sécurité et de gestion de la chaîne d'approvisionnement

Animé 18 ateliers de formation sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence, à l'intention de 558 participants. Animé 3 ateliers sur la gestion des urgences destinés au personnel junior du HCR ou de niveau intermédiaire, au Sénégal, en Norvège et en Allemagne; 1 programme sur la direction des opérations d'urgence; des formations aux urgences dans des contextes particuliers à l'intention du personnel du HCR et de partenaires extérieurs au Bénin, au Burundi et en Tunisie; 3 formations sur la gestion des urgences et 2 programmes de formation inter-agences sur la direction des équipes d'urgence. Animé 17 ateliers de formation impliquant 574 praticiens originaires de 31 pays de la région Asie et Pacifique via le Centre régional pour la préparation aux situations d'urgence (« eCentre ») de Bangkok. Formé 1200 personnels du HCR et de ses partenaires à la sécurité. Inséré 47 entrées nouvelles ou modifiées dans le manuel des situations d'urgence, dont des outils de calcul pour l'approvisionnement. Mis en œuvre le programme de certification relatif à la gestion de la chaîne d'approvisionnement à l'intention de 113 membres du personnel.

##### Renforcer la culture de la sécurité au sein de l'organisation

Fourni un appui technique ou des réponses d'urgence à 47 bureaux de terrain, dans le cadre de 60 missions assurées par le Service de la sécurité sur le terrain. Organisé un programme de formation en Tunisie à l'intention de candidats potentiels aux postes de conseillers à la sécurité sur le terrain, parlant couramment le français et l'arabe, pour répondre aux besoins d'un personnel diversifié. Formé plus de 900 collaboratrices du HCR et d'organisations partenaires dans le cadre du programme de sensibilisation des femmes aux questions de sécurité dans 34 sites.

##### Renforcer les partenariats inter-agences et stratégiques

Participé régulièrement aux travaux du Groupe des directeurs des programmes d'urgence centrés sur des situations d'urgence spécifiques, comme l'épidémie d'Ebola en RDC, l'analyse prévisionnelle aux fins de la préparation d'urgence, ainsi qu'à la réunion des Directeurs des programmes d'urgence, consacrée à l'examen annuel des opérations et à l'évaluation des coordonnateurs des opérations humanitaires. Déployé des agents de sécurité dans des régions où il n'y avait pas d'autres spécialistes de la sécurité afin d'appuyer le système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Coprésidé les sous-groupes de travail du Réseau inter-agences de gestion de la sécurité (IASMN) sur l'égalité des genres dans la sécurité et la formation à la sécurité et participé en tant que membre à la plupart des groupes de travail examinant les politiques et les procédures du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Participé à une série de forums inter-agences sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, comme le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, le Groupe des activités communes d'achat de Genève, le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, le groupe sectoriel de la logistique, *Humanitarian Networking*, AidEx et la *Dubai International Humanitarian Aid and Development Conference and Exhibition*, pour accroître les activités communes d'achat et renforcer les partenariats inter-agences dans la chaîne d'approvisionnement.



## DOMAINES D'INTERVENTION

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

## OPTIMISER LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS MONDIAUX POUR UNE DISTRIBUTION EFFICACE. EN 2018, LE HCR A :

Optimiser la chaîne d'approvisionnement pour la livraison d'abris et d'articles de secours essentiels dans les situations d'urgence

Envoyé quelque 8972 tonnes et 41501 mètres cubes d'articles de secours essentiels dans 39 pays touchés par des situations d'urgence.

Organisé 19 ponts aériens pour livrer des articles de secours essentiels à des réfugiés et des déplacés internes.

Assuré 35 vols (4267 passagers) pour faciliter les rapatriements volontaires au Burundi et en République centrafricaine et l'évacuation de personnes relevant de la compétence du HCR de la Libye au Niger.

Déployé près de 30 spécialistes de l'approvisionnement pour appuyer des opérations d'urgence et fournir une aide technique visant à faciliter la livraison rapide d'articles de secours et l'approvisionnement.

Constitué une deuxième liste pour l'approvisionnement d'urgence, composée de 20 spécialistes, pour appuyer l'approvisionnement dans les crises en cours dans le monde. Déployé un expert de haut niveau dans la situation vénézuélienne, chargé d'évaluer les besoins globaux en matière d'approvisionnement dans la région.

Appuyé les appels d'offres pour les aides en espèces, notamment les appels d'offres conjoints au niveau inter-agences.

Soutenu l'approvisionnement pour les interventions en espèces en renforçant les capacités dans le cadre de 20 séminaires en ligne et ateliers destinés à doter le personnel des connaissances et des outils nécessaires pour passer des marchés relatifs aux aides en espèces et réaliser les études de marché correspondantes.



### Apporter l'espoir : la Fondation UPS transporte des articles indispensables pour les réfugiés

En 2018, la Fondation UPS a soutenu le HCR par un financement d'urgence pour des articles de secours destinés aux populations sinistrées en Indonésie et en affrétant des vols vers le Bangladesh, l'Éthiopie et l'Ouganda pour livrer des produits de première nécessité. Depuis 2010, la Fondation UPS est l'un des principaux partenaires du secteur privé du HCR offrant des fonds, des services et son expertise en matière de transports, de logistique, d'approvisionnement et de communication pour venir en aide aux réfugiés et aux personnes déplacées à travers le monde.



(en anglais)



© HCR/Sören Limbik

## PRÉVENIR, RÉDUIRE ET RÉPONDRE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET DE GENRE



À Quito, capitale de l'Équateur, la Fondation Casa Matilde pour les réfugiés accueille les femmes victimes de violences et leurs enfants. Le centre offre, pendant trois mois, un soutien psychologique, des ateliers d'activités et des conseils juridiques.

En 2018, les personnes relevant de la compétence du HCR, en particulier les femmes et les filles, ont été davantage exposées aux violences sexuelles et de genre (SGBV) du fait des déplacements massifs. Les réfugiés sont souvent arrivés dans les pays d'asile dans un état de détresse extrême, nécessitant une aide spécifique ; les cas déclarés de violences sexuelles et de genre étaient particulièrement nombreux parmi les réfugiés qui fuyaient le Burundi, le Myanmar, la RDC et le Soudan du Sud. Le manque de ressources dans les centres d'accueil ou les sites d'installation, entraînant par exemple l'absence d'éclairage public, l'insuffisance des équipements WASH et des réductions des rations alimentaires, a aggravé les risques de SGBV. Une analyse des données du HCR sur la sécurité alimentaire a révélé que les stratégies d'adaptation néfastes mises en œuvre pour satisfaire les besoins alimentaires et d'autres

besoins essentiels avaient doublé dans plusieurs sites d'Éthiopie, de Djibouti, d'Ouganda et de la Tanzanie au cours des cinq dernières années. Parmi les problèmes de protection observés dans ces pays, il y avait un grand nombre de cas déclarés de viols, de violences familiales, d'abandons de femmes et d'enfants ainsi que de mariages précoces.

### Assurer la coordination et la programmation d'activités de lutte contre les violences sexuelles et de genre dans les situations d'urgence

Dans le cadre de l'initiative *Safe from the start*, le HCR a déployé des spécialistes de la protection et des SGBV, et renforcé ses partenariats pour prévenir les violences sexuelles et de genre, y répondre et réduire les risques dans dix pays au début de situations d'urgence déclarées. Ceci a permis de mettre en place un système de

réponse efficace et des services pour les victimes et les personnes exposées à des risques de SGVB, ainsi que des mesures de prévention. Cette action a été menée en collaboration avec des partenaires, des services gouvernementaux, des réfugiés et d'autres primo-intervenants essentiels, tous dotés des compétences et des outils nécessaires pour promouvoir des programmes centrés sur les victimes.

### Innover pour protéger

Pour remédier aux risques spécifiques encourus par les femmes et les filles en situation de déplacement, il était nécessaire de renforcer l'innovation dans les programmes à travers une approche communautaire et multisectorielle, en travaillant sur les secteurs des moyens de subsistance, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) et de l'énergie.

Le HCR a mis en œuvre huit projets innovants au Burkina Faso, en République du Congo, au Kenya, en Malaisie, au Pakistan et en Tanzanie pour réduire les risques qui entravent l'accès aux moyens de subsistance, offrir un accès sûr aux combustibles de cuisson, un accès à la technologie et à l'éclairage collectif. À titre d'exemple, «MADE51» a été une initiative réussie dans le secteur des moyens de subsistance (voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*). Au Nord-Kivu (RDC), le HCR et ses partenaires ont conçu et mis en œuvre, en collaboration avec la communauté, un projet destiné à améliorer la disponibilité de produits d'hygiène menstruelle adaptés et à accroître l'autosuffisance et l'autonomie économique des femmes et des jeunes filles déplacées (voir ci-dessous).



### Une start-up fait renaître l'espoir chez les déplacés congolais et les habitants d'une localité de RDC

Cette start-up, soutenue par le HCR, applique une approche communautaire pour promouvoir l'hygiène menstruelle. Mais elle joue également un rôle crucial dans la prévention des violences de genre et l'autonomisation des déplacés, femmes et hommes, en situation de risque au Nord-Kivu.

« En apprenant à fabriquer du savon, j'ai repris espoir, car cela nous donnera bientôt un revenu... J'ai ce savoir-faire pour toujours. »

— Elisa, déplacée congolaise au Nord-Kivu.



(en anglais)



© HCR/Natalia Meevick

### Programmes contre les violences sexuelles et de genre et aides en espèces

Le HCR a progressé dans ses efforts pour offrir un appui sur mesure aux victimes de violences sexuelles et de genre grâce à des aides en espèces. L'organisation a finalisé une étude concernant l'effet positif des

aides en espèces sur les résultats de protection en Équateur, au Liban et au Maroc. Au Liban, l'assistance en espèces s'est avérée un instrument efficace de prévention des SGBV et de réduction des risques, permettant de fournir une aide ciblée aux victimes (voir le résumé régional *Moyen-Orient et Afrique du Nord*).

## ÉTENDRE L'UTILISATION DES AIDES EN ESPÈCES



Des réfugiés viennent chercher leur allocation mensuelle en espèces dans un bureau de poste de la Cité du 6 octobre, au Caire (Égypte).

Le HCR a fait un usage stratégique des aides en espèces afin de permettre aux personnes relevant de sa compétence de satisfaire leurs besoins essentiels à tous les stades du déplacement. Le montant de l'assistance en espèces a augmenté en 2018, notamment dans les situations d'urgence. Les aides en espèces ont été utilisées dans différents secteurs, tels que l'éducation, le logement et les moyens de subsistance. Une étude commandée par le HCR sur les résultats sectoriels a conclu que les aides en espèces à usages multiples avaient un impact positif au-delà de la sécurité alimentaire.

### Distribuer des aides en espèces

Le HCR a étendu l'utilisation des aides en espèces, principalement sous forme d'allocations à usages multiples. En 2018, l'organisation a distribué 568 millions de dollars d'aides en espèces à des personnes relevant de sa compétence, dont certaines comptaient parmi les plus vulnérables, en leur donnant la possibilité de décider librement de la manière dont elles satisferaient leurs besoins et fixeraient leurs dépenses prioritaires, concernant par exemple les vêtements, l'hygiène, les communications, les transports et les fournitures scolaires. Ceci représente une augmentation globale de 13% par rapport à 2017 et a produit un impact plus large sur l'autonomisation des bénéficiaires, tout en contribuant à l'économie locale des communautés d'accueil.

Dans sa Politique sur les interventions en espèces, le HCR s'est engagé à accroître l'utilisation des aides en espèces d'ici 2020.



(en anglais)

## Aperçu sur les aides en espèces



**13%** d'augmentation  
des distributions d'espèces  
par rapport à 2017

Plus de **3 800**  
personnels formés aux aides  
en espèces  
↑ **65%** d'augmentation par rapport à 2017

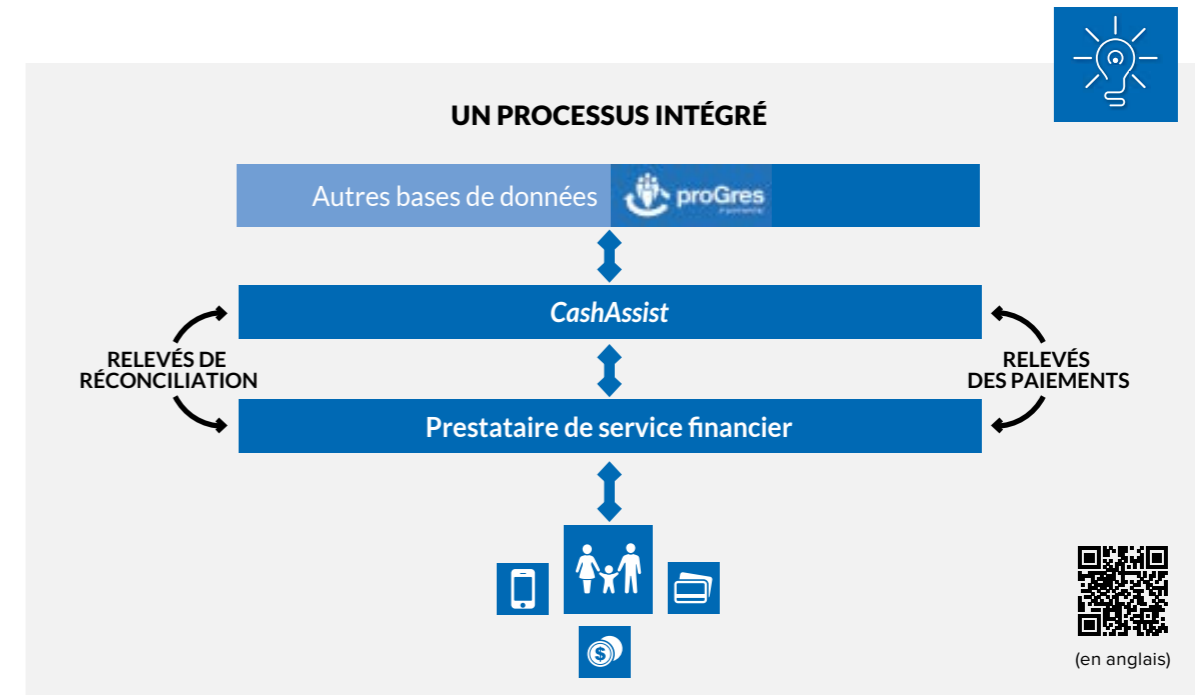
### Les interventions en espèces

Le travail en partenariat a amélioré l'efficacité et la rentabilité de la distribution d'aides en espèces, en éliminant la duplication des efforts d'évaluation, de ciblage et de suivi. C'est dans cette optique que le HCR, l'OCHA, le PAM et l'UNICEF se sont engagés à utiliser un système commun de transfert d'espèces pour distribuer les aides.

En s'appuyant sur le dispositif commun de transfert d'espèces en Jordanie, sur la *Greece Cash Alliance* et sur le système inter-agences unifié pour les cartes électroniques au Liban, le HCR a encouragé des approches collaboratives pour les mécanismes de transfert d'espèces qui augmentent au maximum l'efficacité et la prévisibilité, assurent une coordination efficace, tirent parti des compétences de tous les partenaires et permettent de réaliser des économies d'échelle considérables.

Pour améliorer l'assistance en espèces, le HCR a négocié et mis en place des services de transfert d'espèces gérés par le secteur privé et les a mis à la disposition de tous les partenaires, aux mêmes conditions. En 2018, le HCR a pu faciliter l'accès des réfugiés à des comptes bancaires classiques ou sur mobile au Cameroun, en Éthiopie, en Iraq, en Jordanie, au Kenya, au Niger, en Ouganda, en RDC, au Rwanda et en Zambie, entre autres.

Le partenariat avec le PAM a réduit les risques liés au recours à des prestataires de services du secteur privé pour l'assistance en espèces dans 24 pays, permettant au HCR de veiller à ce que l'aide parvienne aux personnes qui en avaient le plus besoin. En 2018, un projet a été lancé au Cameroun et en RDC pour atténuer les risques d'abus de la part des agents et commerçants participant à la distribution des aides en espèces.



Le HCR a mis en place CashAssist, un système global de gestion des espèces, pour veiller à ce que les espèces soient transférées aux personnes relevant de sa compétence de manière ponctuelle, efficace et fiable, en évitant la duplication des efforts et en minimisant les risques de fraude.

### DOMAINES D'INTERVENTION

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

## BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

### AIDES EN ESPÈCES. EN 2018, LE HCR A :

**Permettre aux opérations du HCR d'envisager et d'exécuter systématiquement des interventions en espèces**

Mis en oeuvre des interventions en espèces dans 93 pays, notamment dans 20 pays prioritaires, en 2018.  
Assuré 13 programmes de formation complets (dont 7 programmes régionaux de formation sur les aides en espèces, 2 programmes de formation pour cadres supérieurs et 4 programmes de formation pour l'appui sur le terrain, destinés aux administrateurs chargés des programmes, de l'assistance en espèces, de la protection, de l'approvisionnement et des finances).

**Mieux adapter les compétences, les processus, les systèmes et les outils afin de définir clairement les fonctions et de maintenir l'efficacité des interventions en espèces**

Finalisé une boîte à outils complète sur le suivi des interventions en espèces.  
20 opérations, représentant 98% de l'assistance en espèces du HCR, ont assuré un suivi post-distribution en 2018.  
Développé CashAssist en transformant un outil pilote en un dispositif commun et systématique de gestion des aides en espèces.

**Renforcer les partenariats et les approches collaboratives pour les interventions en espèces**

Émis 13 nouveaux appels d'offres et conclu 15 nouveaux contrats avec des prestataires de services financiers. 35 contrats actifs avec des prestataires de services financiers étaient en place en 2018.

**Continuer à partager les bonnes pratiques, les outils et les directives développés dans le domaine des interventions en espèces avec l'ensemble de la communauté humanitaire**

Évalué l'assistance en espèces en Jordanie et publié des directives sur les aides en espèces pour l'éducation.  
Répertorié les enseignements tirés de l'utilisation d'aides en espèces dans le secteur WASH et le secteur des abris, notamment au Kenya.  
Fait le point sur les dispositifs de sécurité sociale pour les réfugiés afin d'orienter les interventions en espèces ; publié un document présentant les conclusions des recherches effectuées au Liban, en Équateur et au Maroc sur l'assistance en espèces et la lutte contre les violences sexuelles et de genre (prévention, réduction des risques et réponse).

## SATISFAIRE LES BESOINS ESSENTIELS DES PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR



Apolina Nyassa, une réfugiée congolaise de 86 ans, vit seule dans une des unités de logement mises à la disposition des réfugiés qui ont des besoins particuliers au camp de Nyarugusu, en Tanzanie.

### Abris et sites d'installation

Conformément à sa stratégie globale pour les sites d'installation et les abris (2014-2018), le HCR a aligné sa réponse sur les plans de développement nationaux, régionaux et locaux, tout en faisant le lien entre les réponses humanitaires et les efforts de développement à plus long terme. Cette méthodologie intégrée dite du « plan directeur », appliquée à la planification des sites d'installation, a permis de faciliter l'accès des personnes relevant de la compétence du HCR à des sites d'installation sûrs, dignes et durables et à d'autres solutions de logement.

En 2018, le HCR a fourni des abris à plus de 3,4 millions de réfugiés dans des sites d'installation planifiés — cependant, dans un contexte marqué par l'augmentation des déplacements, plus de la moitié des besoins d'hébergement à travers le monde n'ont pu être satisfaits. L'organisation a également appuyé l'élaboration de stratégies globales visant à améliorer la qualité des abris et des sites d'installation dans 21 opérations; dans le même temps, des outils stratégiques renforcés ont été adoptés au Bangladesh, en Iraq, au Nigéria et en Zambie.



### Villes de lumière : protéger les déplacés en milieu urbain – Le Dialogue du Haut Commissaire en 2018



L'édition 2018 du Dialogue du Haut Commissaire sur les défis de protection a été centrée sur le rôle des villes dans la protection des personnes déplacées en milieu urbain, notamment sur leur rôle dans la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés. Les thèmes abordés portaient notamment sur les défis et les opportunités pour les déplacés urbains, ainsi que les pratiques optimales et les innovations visant à les aider et à les protéger, tout en favorisant l'inclusion économique et sociale.



(en anglais)

Au début des situations d'urgence, le HCR a déployé des experts et accru l'utilisation des nouvelles technologies et des aides en espèces pour améliorer la réponse dans le secteur des abris. Par exemple, l'organisation a accru la distribution d'aides en espèces pour répondre aux besoins d'hébergement immédiats des Vénézuéliens qui se déplacent.

Le HCR a élargi la gamme des abris proposés, en mettant à disposition des unités de logement durables dans 27 opérations.

Des efforts spécifiques ont également été menés pour renforcer les capacités techniques du personnel, des partenaires et des personnes relevant de la compétence du HCR. Des missions d'experts, centrées sur l'assistance en espèces et le logement, ont été entreprises au Bangladesh, en Grèce et au Kenya pour faciliter la transition entre les abris d'urgence et les modes d'hébergement plus durables.



### Aides en espèces pour le logement



Dans le nord-ouest du Kenya, le HCR a fourni des aides en espèces à 730 ménages de réfugiés afin de leur assurer un logement sûr et digne et de remédier à des problèmes de protection, tout en réduisant leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire à long terme. Ce projet a permis aux réfugiés de construire leur propre abri permanent à moindre coût et a eu un effet multiplicateur sur l'économie locale.



(en anglais)



## DOMAINES D'INTERVENTION

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

## ABRIS ET SITES D'INSTALLATION

VEILLER À CE QUE LES PERSONNES PUISSENT SATISFAIRE LEURS BESOINS EN MATIÈRE D'INSTALLATIONS ET D'ABRIS DE MANIÈRE SÛRE, DIGNE ET DURABLE. EN 2018, LE HCR A :

Mettre en œuvre la **Stratégie globale du HCR pour les sites d'installation et les abris (2014-2018)**

Lancé et diffusé les principes directeurs sur « l'application de la méthodologie du plan directeur à la planification des sites d'installation » afin de faciliter un meilleur aménagement des sites humanitaires.

Fourni, à l'échelon des pays, un appui à l'élaboration de stratégies pour les abris au moyen d'un système national hiérarchisé avec des référents désignés, et mis en place des stratégies couvrant 21 opérations dans 14 pays.

Renforcé le suivi des stratégies au niveau des pays, en contrôlant le respect des normes clés et l'utilisation de certains outils révisés, comme le modèle et la liste de vérification destinés à guider l'élaboration de stratégies au niveau des pays.

Élaboré un tableau de bord pour examiner les stratégies au niveau national et soutenir les référents par pays, en vue d'une inclusion dans le portail d'information sur les sites d'installation.

Renforcer la capacité du HCR de répondre aux besoins en matière d'abris et d'installation dans les situations de déplacement urbain

Préparé un document de travail sur les problèmes en milieu urbain en matière d'hébergement et d'installations pour le Dialogue du Haut Commissaire.

Chargé ONU-Habitat, dans le cadre d'une mission de conseil, d'élaborer des orientations sur les interventions relatives aux abris et installations en milieu urbain.

Poursuivre la formation continue du personnel et des partenaires chargés des abris et des installations pour permettre la conception de réponses globales et intégrées, conformes à la méthodologie du plan directeur, au CRRF et à la « Politique sur les alternatives aux camps »

Distribué 35 boîtes à outils aux opérations afin de renforcer leur capacité de planification de sites d'installations.

Attribué 142 licences Autodesk à travers le monde afin de permettre au personnel technique de se former en ligne à l'utilisation du logiciel.

Élaboré un manuel complémentaire destiné à servir de document de référence lors des activités régulières de conception et de planification des sites.

Renforcer la capacité du HCR de mettre en œuvre des programmes techniquement solides et durables d'aides en espèces pour les abris

Entrepris des missions d'experts sur les aides en espèces pour les abris :

- au Kenya (Kalobeyei), pour améliorer les logements durables construits au moyen d'aides en espèces et pour faciliter la transition entre des abris d'urgence et des abris plus durables ;
- en Grèce, pour faciliter la transition d'un état de dépendance totale vis-à-vis de l'aide d'urgence pour le logement à un statut indépendant basé sur l'intégration dans la communauté d'accueil grâce à une allocation inconditionnelle couvrant un panier de dépenses minimales ;
- dans la situation vénézuélienne, afin de définir des orientations stratégiques pour les Amériques visant à augmenter les aides en espèces pour les abris, et à mettre en place des transferts d'espèces transitionnels pour satisfaire les besoins essentiels des plus vulnérables, et de préparer les éventuelles allocations d'aide au retour et à la réintégration ;
- au Bangladesh (Cox's Bazar), pour faciliter la conception d'un projet-pilote d'assistance en espèces pour les abris, intégrant des activités de type travail contre rémunération, des bons d'achat et une approche centrée sur les comités de construction.

Promouvoir des abris diversifiés et adaptés dans les opérations du HCR

Renforcé les capacités techniques des intervenants locaux, du personnel, des partenaires et des bénéficiaires par des conseils sur la préparation à l'hiver et une formation relative aux unités de logement pour les réfugiés.

Fourni un appui renforcé en matière d'abris et d'installations aux opérations sur le terrain, dans le cadre de missions techniques (250 jours dans 8 sites).

Apporté un soutien prioritaire à l'opération au Bangladesh et à la situation vénézuélienne.

## Santé publique



Une résidente d'Alep bénéficie d'une visite médicale gratuite dans un centre communautaire soutenu par le HCR.

Le HCR a plaidé pour l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de santé nationaux afin d'assurer un accès aux soins de santé essentiels et vitaux de toutes les personnes relevant de sa compétence, conformément à sa Stratégie pour la santé publique (2014-2018). Son plaidoyer a remporté quelque succès, puisque des pays comme le Kenya, le Rwanda et le Soudan ont mis en place des plans d'assurance-maladie incluant les réfugiés afin d'accroître l'accès équitable aux soins médicaux (notamment aux services de santé procréative et de traitement du VIH).

L'innovation a été l'un des éléments moteurs de l'amélioration de la qualité des services de santé : le HCR a déployé son nouveau système intégré d'information sur la santé des réfugiés (iRHIS) pour améliorer la ponctualité, la précision et l'utilisation des données

et informations sur la santé dans 16 pays, touchant environ 5 millions de réfugiés à travers le monde. D'autres progrès concernaient la révision d'un outil d'évaluation de la qualité des structures de santé, le « tableau de bord d'équilibre », et le lancement d'une base de données améliorée sur les transferts médicaux afin de suivre avec plus d'efficacité l'allocation des ressources dans 12 pays.

Le HCR a assuré l'accès des réfugiés aux services de santé primaires dans 21 pays, en atteignant la cible d'une à quatre visites médicales par personne et par an. Il a mis en œuvre des programmes de prévention et de traitement du VIH, ainsi que de santé procréative, dans un cadre de santé publique, de protection et de développement communautaire.

**76%** des femmes réfugiées qui se rendaient dans les structures de santé soutenues par le HCR ont bénéficié d'au moins trois visites prénatales pendant leur grossesse.

Le taux de couverture du traitement antirétroviral pour les réfugiés accueillis dans des camps a été multiplié par quatre entre 2014 et 2018. Le taux d'accouchements médicalisés a atteint environ 94%. Un enfant de moins de cinq ans sur 3 000 est mort, ce qui représente une légère réduction du taux de mortalité des moins de cinq ans.

Le HCR a travaillé avec les gouvernements des pays d'accueil et des partenaires à l'intégration holistique des services de santé mentale et d'accompagnement psychosocial dans les systèmes de santé par le biais d'activités de renforcement des capacités. En 2018, le HCR a organisé des formations pour permettre à neuf opérations d'assurer des services de santé mentale de base.

L'organisation a mené la première étude sur les cas de tuberculose multi-résistante chez les Afghans réfugiés en République islamique d'Iran et au Pakistan, ainsi que chez les rapatriés en Afghanistan; ceci a ouvert la voie à une amélioration de la prévention, du traitement et de la prophylaxie de la tuberculose à travers des prestations de services harmonisées dans les trois pays. Le HCR a également déployé un personnel de santé et fourni des fonds pour soutenir des opérations dans le cadre de la préparation et de la réponse inter-agences à l'épidémie d'Ebola. L'Ouganda a été salué pour son identification rapide de zones de contacts à haut risque à son premier point d'entrée – qui a été par la suite déclaré sûr.



### Rechercher des solutions innovantes, à fort impact

En partenariat avec le HCR, la Fondation Bill et Melinda Gates cherche à améliorer les soins maternels et néonataux offerts aux réfugiés et aux populations d'accueil grâce à l'innovation. Avec le soutien de la Fondation, le HCR a conclu un projet de deux ans intitulé « Sauver des nouveau-nés dans les situations de réfugiés (2016-2018) », qui a sensiblement amélioré les soins maternels et infantiles en Jordanie, au Kenya et au Soudan du Sud. Grâce à ce partenariat, des femmes ont pu demander des conseils sur les traitements les plus adaptés pour les nouveau-nés malades et en insuffisance pondérale, accéder à des infrastructures et des services améliorés, et adapter leur comportement pour garantir le bon déroulement de leur grossesse. En tirant parti des succès et des enseignements du projet, le HCR l'a étendu à des situations de réfugiés au Cameroun, au Niger et au Tchad pour la période 2018-2020.



© HCR/Xavier Bourgeois

### Sécurité alimentaire et nutrition



Les agents du HCR aident des familles vénézuéliennes qui dormaient auparavant dans un jardin public de Boa Vista (Brésil) à s'installer dans le centre d'hébergement Jardim Floresta.

Ces quatre dernières années, l'insécurité alimentaire s'est considérablement aggravée dans de nombreux pays où le HCR travaille, posant de graves problèmes de nutrition aux personnes qui relèvent de sa compétence, en particulier en Afrique. La situation était particulièrement préoccupante dans les contextes où la sécheresse se conjugait à l'insuffisance des moyens de subsistance. Par exemple au Tchad, où l'aide alimentaire a été réduite de plus de moitié du fait du manque de fonds, une étude a conclu que les réfugiés avaient davantage recours que les communautés

locales à des stratégies d'adaptation néfastes, car les moyens de subsistance étaient limités dans les camps.

Le suivi mondial du HCR a montré que plus de la moitié des sites surveillés présentaient des taux inacceptables de malnutrition aiguë; les retards de croissance se situaient dans des limites acceptables seulement dans 30% des sites, et étaient exceptionnellement élevés dans un nombre identique de sites. L'enquête a également révélé des taux d'anémie inacceptables dans la plupart des sites. Dans les pays où le cadre sur l'alimentation du nourrisson et du jeune

Le HCR a été un membre très actif du groupe d'intérêt technique chargé de concevoir et d'étudier l'analyse de la relation entre le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants sous-alimentés.



(en anglais)

enfant a été mis en œuvre, les indicateurs relatifs à la malnutrition aiguë se sont améliorés. Cette amélioration a été particulièrement manifeste au Bangladesh, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan, sans doute en raison de l'impact positif de l'approche multisectorielle.

Le HCR a travaillé avec le PAM pour promouvoir la sécurité alimentaire et l'autosuffisance des réfugiés dans des contextes particulièrement difficiles, notamment au Cameroun, en Éthiopie et au Tchad. Conformément au Pacte mondial

sur les réfugiés, les deux organisations ont élaboré une stratégie conjointe pour l'autonomie, reconnaissant la nécessité de satisfaire les besoins essentiels pour encourager une plus grande autosuffisance. En 2018, ce partenariat a été étendu pour inclure des principes de ciblage conjoints qui guideront l'évaluation, l'analyse et l'identification commune des critères d'éligibilité destinés à s'assurer que l'aide essentielle parvienne aux personnes qui en ont le plus besoin.



### Une solution technologique innovante au secours des enfants sous-alimentés en Éthiopie

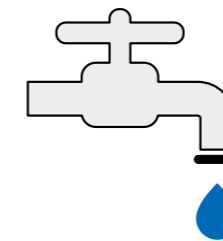
L'initiative *Last Mile Mobile Solutions* menée par le HCR en collaboration avec des partenaires en Éthiopie permet d'assurer le suivi électronique, en temps réel, des enfants souffrant de malnutrition tout au long de leur traitement. Elle facilite également l'amélioration des soins et la production de rapports simplifiée.



(en anglais)



## Eau, assainissement et hygiène



**8,7 Millions**  
de personnes ont eu accès à l'eau potable



**20L**  
d'eau par personne  
et par jour



**59**  
pays

**17%** des réfugiés

ont accès à leurs propres toilettes



**80%** d'économies

sur l'approvisionnement en eau dans les situations de réfugiés prolongées grâce au recours à des pompes utilisant de l'énergie hybride ou solaire



En 2018, le HCR a aidé 8,7 millions de personnes dans 59 pays à accéder à de l'eau potable et à des services d'assainissement. En dépit d'une amélioration générale, l'accès des personnes relevant de la compétence du HCR à l'eau potable et aux services d'assainissement était encore inférieur à la moyenne mondiale. Selon le suivi du HCR dans le secteur WASH, 59% seulement des situations de réfugiés avaient atteint le « niveau de base » de l'objectif de développement durable 6 (ODD) en termes d'accès à l'eau – un pourcentage bien inférieur à la moyenne mondiale, et 17% seulement des réfugiés disposaient de leurs propres toilettes.

Face à de tels défis, le HCR a investi dans des technologies respectueuses de l'environnement et présentant un bon rapport coût-efficacité pour les opérations qui sortaient de situations d'urgence et qui s'orientaient sur des solutions à plus long

terme, en faisant passer à un tiers la proportion de sources d'énergie renouvelables par rapport aux sources d'énergie non renouvelables. Par exemple, le camp de Kutapalong au Bangladesh, utilise désormais des pompes à eau solaires, desservant près d'un million de personnes. L'amélioration de la gestion des ressources hydriques et l'utilisation de pompes à eau équipées de moteurs hybrides ou solaires a permis de réduire de 80% le coût de l'approvisionnement en eau dans les situations de réfugiés prolongées. Le HCR s'est également efforcé de réduire le coût des services d'assainissement dans les situations prolongées par des projets innovants de valorisation des déchets. Ces projets ont non seulement réduit le coût des services, mais aussi doublé la durée de vie des infrastructures et généré des produits utiles, tels que des combustibles de cuisson.

Le HCR a plaidé pour que les personnes relevant de sa compétence en milieu urbain et hors des camps aient accès à des services de distribution d'eau et d'assainissement gérés en toute sécurité, conformément aux engagements contenus dans le Pacte mondial et l'ODD 6, grâce à des partenariats stratégiques visant l'inclusion dans les services WASH nationaux.

Dans les situations d'urgence, l'organisation a consolidé sa réponse d'urgence par des interventions de renforcement des capacités, orientées tout particulièrement sur la protection, et par l'implication des réfugiés dans la conception et la mise en œuvre des programmes WASH.

Ceci a entraîné des modifications spécifiques dans les modèles de toilettes et conduit à positionner les points d'eau dans des lieux plus sûrs, permettant l'accès des personnes handicapées et réduisant le risque de violences sexuelles et de genre.



### Aides en espèces pour la construction de latrines

En s'inspirant des enseignements tirés de différents contextes, le HCR a élaboré et diffusé des instruments clés afin d'offrir des conseils sur l'utilisation d'aides en espèces pour construire des latrines dans les camps.



(en anglais)



### Vers des solutions plus vertes

En 2018, le HCR a exécuté plusieurs projets afin de développer l'utilisation de l'énergie solaire et d'autres pratiques durables innovantes dans les situations de déplacement prolongées.

**Des projets de valorisation des déchets** exécutés au Bangladesh, en Éthiopie, au Kenya et au Mozambique ont donné naissance à des produits à valeur ajoutée, comme des briquettes combustibles pour la cuisine, du biogaz et de l'engrais.

**L'internet des objets** est un système de suivi et de communication des données en temps réel pour l'approvisionnement en eau du camp de Dadaab au Kenya.

Ces pratiques, qui préservent mieux l'environnement, s'avèrent en outre d'un bon rapport qualité-prix et ont réduit le coût de la fourniture de services à long terme.



(en anglais)



(en anglais)



## DOMAINES D'INTERVENTION

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

#### AMÉLIORER L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION. EN 2018, LE HCR A :

**Investir dans les données relatives à la santé publique, à la nutrition et au secteur WASH pour guider les réponses axées sur les besoins et la prise de décisions fondée sur des éléments probants**

Élaboré une nouvelle méthodologie pour des enquêtes nutritionnelles élargies et standardisées (SENS), afin d'intégrer les leçons tirées des dernières études scientifiques et de tenir compte des changements intervenus dans le modus operandi en matière d'aide alimentaire.

Étudié les tendances relatives aux retards de croissance dans différents pays, générées à partir de données SENS.

Publié des outils d'évaluation, de suivi, d'analyse et de rapport sur le site WASH (wash.unhcr.org), afin de permettre une sélection efficace des priorités WASH, fondée sur les besoins, dans les opérations-pays.

Déployé des mécanismes de suivi des indicateurs WASH (carte de rapport mensuel et enquête standardisée sur les connaissances, comportements et pratiques) dans des pays supplémentaires pour améliorer l'analyse des lacunes et l'allocation des ressources.

**Assurer l'intégrité technique et la qualité des programmes de santé publique, de nutrition et WASH dans les situations d'urgence comme dans les situations prolongées**

Évalué des dépôts d'épidémie de choléra et élaboré des outils de réponse et de suivi, comme pour la première utilisation de vaccins oraux contre le choléra lors de la situation d'urgence créée en Ouganda par l'afflux de réfugiés en provenance de RDC.

Élaboré et validé la boîte à outils de réponses d'urgence dans le domaine de la santé publique pour les situations d'urgence touchant les réfugiés au Tchad.

Organisé des activités de formation de formateurs sur la gestion des maladies non transmissibles dans 5 pays (Éthiopie, Ouganda, RDC, Rwanda, Tanzanie) à l'intention de 141 formateurs, touchant 818 membres du personnel soignant.

Organisé dans 3 opérations une formation des formateurs sur l'approche « faible dose, fréquence élevée » pour renforcer et améliorer les soins maternels et néonataux.

Publié une étude et une note d'orientation sur les programmes WASH destinés aux réfugiés en milieu urbain, avec des études de cas au Liban, en Ouganda et en Turquie.

Élaboré des stratégies pluriannuelles pour le secteur WASH et des plans opérationnels au niveau des sites dans 23 pays, en mettant l'accent sur les situations d'urgence, post-urgence et prolongées.

**Renforcer les partenariats inter-agences et stratégiques dans les secteurs santé publique, nutrition et WASH**

Fourni un appui technique à Djibouti, au Kenya, au Rwanda et au Soudan, entre autres pays, pour examiner l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux d'assurance-maladie en partenariat avec l'OIT.

Finalisé un mémorandum d'accord avec le ministère de la Santé ougandais, concernant la fourniture de services médicaux intégrés aux réfugiés et aux populations d'accueil.

Organisé des séances de formation pour des sages-femmes au Cameroun, au Niger et au Tchad.

Collaboré avec Gavi, l'Alliance du Vaccin, dans le cadre de la Politique sur la fragilité, les situations d'urgence et les réfugiés, adoptée en 2017. En conséquence, Gavi a soutenu les gouvernements et les partenaires au Bangladesh, au Rwanda et en Ouganda en fournissant des vaccins aux réfugiés.

Adopté en accord avec le PAM des principes conjoints sur le ciblage de l'assistance ainsi qu'un addendum au protocole d'accord (2011), concernant le partage de données.